N° 4
avril 2001
Numéro quatre

PLPL

Pour Lire Pas Lu

Le journal qui mord et fuit...

Prix : 10 F

Le Dossier de PLPL

Libération EN LIQUIDATION

Riche en reniements, le parcours de *Libération* éclaire autre chose que le destin étriqué d'un petit journal de petits bourgeois espérant dissimuler sous des « audaces » sexuelles et culturelles leur impeccable conservatisme économique. Car *Libération* fut aussi le laboratoire d'une métamorphose. Celle d'une gauche passée à droite qui aime le bio, les boutiques pour « bobos », et qui réserve au peuple le bâton policier, les hypermarchés javellisés et les joies de la précarité.

« Libération, *c'est quasiment le journal de Johnny Halliday.* » Serge July fanfaronne. Son quotidien ne vaut rien. Ses seules marques de distinction sont l'évocation incessante de Mai 68, les entretiens-fleuves avec Cohn-Bendit et la rubrique « Échecs ». *Libération* est un miracle : mal fait, mal écrit et malfaisant, il conserverait quelques acheteurs au moment où *PLPL* est mis sous presse. Mais les miracles n'ont qu'un temps : ses vieux lecteurs trépassent et la diffusion coule.

Libération a tout fait avant les autres : récupération de la contestation par la publicité célébrée comme un art ; diversification multimédia et alliances financières qui permirent à July de gloser sur tous les fronts et de brailler à la télé avec Christine Ockrent ; fichage des journalistes et salaire au rendement ; vente du journal à une entreprise thatchérienne de capital-risque – en attendant la Bourse. Toutes ces audaces ont été imitées : les plagiaires prospèrent ; pour le laborantin, tintin.

Libération expire. Éduquée par ses soins, la bourgeoisie n'a plus besoin de lui. Elle le chasse pour édifier dans les colonnes avilies du *Monde* son nouveau mirador de l'ordre capitaliste. Une équipe héroïque de *PLPL* a néanmoins décidé, avant qu'il ne soit trop tard, d'autopsier, pour l'histoire, les lambeaux de papier putréfiés de « Libé ».

● ● ● Lire pages 3 à 6

La laisse d'or

La lutte est acharnée mais *PLPL* ne décerne la laisse d'or qu'au plus servile.

Adler a la laisse, Laure a l'or. Laure Adler a la laisse d'or.

Laure adore le pouvoir et les patrons : elle a servi Mitterrand, Riboud (PDG de Danone), Delon puis Cavada.

À l'Élysée, notre Laisse d'Or fut conseillère à la culture de Mitterrand, rameutant pour lui les intellectuels les plus veules (comme BHL), dont même Lang ne voulait pas. Son expérience, Laure la raconta dans *Les Dernières Années*, livre béat devant les exploits de la fripouille aux dents limées de l'Élysée. Devenu Premier ministre, Jospin choisit dix « *invités personnels* » pour le suivre à Florence. Adler accourt, en transes.

Après l'Élysée, Laure dirige une collection chez Grasset, comme BHL. Elle trahit un de ses auteurs, biographe de Delon, en transmettant à l'acteur le synopsis du texte qui le met en cause. Delon en fait interdire la publication. Laure explique : « *Je ne vois pas comment ce livre aurait pu se faire sans l'accord d'Alain Delon.* »

Ceux que Laure adore, ce sont les patrons. Mémorialiste d'Antoine Riboud – avec son accord ! –, elle explique sur LCI à Jean-Marc Sylvestre ravi : « *Grâce à Antoine, j'ai découvert d'autres patrons. Parce que c'est un milieu extrêmement séduisant ! Il sont très sympas et très sincères, les chefs d'entreprises. Les intellos méprisent les milieux d'affaires. Sauf à France Culture.* »

Nommée directrice de France Culture par un Cavada voulant plaire à Jospin et aux patrons, elle licencie les professionnels pour transformer la station en annexe du *Monde* et des journalistes ou essayistes les plus larvaires (Finkielkraut, Bourmeau, Glucksmann, etc.). Philippe Val y devient chroniqueur après avoir soutenu la guerre du Kosovo.

En mars dernier, un journaliste de France Culture s'entretient avec Jean-Marc Rouillan, critique littéraire de *PLPL* (n° 1) et membre d'Action directe, qui dénonce les abjectes conditions de détention et réclame un statut de prisonnier politique. Sous la pression d'un syndicat de magistrats pétainistes, Laure suspend la diffusion et attend l'autorisation de Cavada. Quand elle l'obtient, elle lâche sur les ondes des auditeurs hurlant au scandale et exige que sa chaîne « *se démarque clairement* » des propos de Rouillan.

Pour sa frénésie de censures, Laure assurément méritait l'or.

Pour relire pas relu

Les trépignements des intellectuels médiatiques ne datent pas d'hier... *PLPL* se souvient du temps où se pratiquait déjà la « guerre humanitaire ».

L'intellectuel de salon se délecte d'un frisson : exhorter l'Occident à bombarder les populations des pays où ses livres se vendent mal et où, par conséquent, le totalitarisme menace.

En 1979, le Front sandiniste de libération nationale balaye le dictateur Somoza et socialise l'économie. Les États-Unis réagissent en armant une guérilla d'extrême droite, la « Contra », dont les miliciens sèmeront la mort et la désolation. Un rapport américain (février 1999) affirme que cette même stratégie aurait fait plus de 200 000 morts au Guatemala depuis 1960, et accuse l'armée soutenue par Washington de s'être rendue coupable d'« *actes de génocide* » contre le peuple maya.

La situation au Nicaragua a ému plusieurs dizaines d'intellectuels au grand cœur. En France : Bernard Henri-Lévy (Laisse d'Or de *PLPL*), Fernando Arrabal, Claudie et Jacques Broyelle (tous trois anciens militants maos), Emmanuel Le Roy-Ladurie, Jean-François Revel (bonze chauve du journal *Le Point*), Léonid Pliouchtch et Pierre Daix (biographe d'Aragon puis hagiographe de Pinault), etc. Estimant que « *l'avenir de la démocratie est actuellement mis en jeu au Nicaragua* », les pétitionnaires supplient le Congrès américain « *dans un esprit de solidarité démocratique, de reconduire l'aide à la Résistance nicaraguayenne* » (*Le Monde*, 21.03.85). C'est-à-dire d'intensifier les massacres perpétrés par la Contra. Car, pour l'état-major de Saint-Germain-des-Prés, « *la reconduction de cette aide est nécessaire d'un point de vue stratégique : la junte sandiniste n'a jamais caché que son but est l'intégration de toute l'Amérique centrale en une seule et même entité marxiste-léniniste* ».

Ils concluent : « *Le monde libre attend votre réponse. Ses ennemis aussi.* »

Tourisme vert

Une chance inouïe

LCI, chaîne téléachat de Bouygues, le 20 mars 2001. La « gauche » commente les résultats des élections municipales et le mécontentement social. « *L'augmentation du Smic a des effets pervers que l'on connaît* », se défend le « socialiste » Jean-Marie Le Guen. Sur fond de cours de la Bourse du jour (+ 1,37 %), Arlette Laguiller évoque la vie des 4 millions de pauvres. Le chef écologiste Jean-Luc Bennahmias ricane. Puis il explose : « *Quand on rencontre l'extrême gauche mondiale, notamment à Porto Alegre, ils disent : "Attendez, mais la France elle est gouvernée à l'extrême gauche pour le reste du monde."* » Le Guen ne peut réprimer un sourire. L'apercevant, Bennahmias se déchaîne : « *La politique gouvernementale, telle qu'elle est menée, nos camarades, les gens que nous connaissons, disent : "Vous avez une chance inouïe en France !"* »

Sommaire

- page 2 -
PLPL rééduque la presse :
Insécurité : les chiffres qui font peur
Pour lire délire : Le procès du siècle
- page 3 à 5 -
Dossier : *Libération* en liquidation
- page 6 -
Document : Glapissements sécuritaires sur France culture
Document : La bourgeoisie écrit l'histoire
- page 7 -
Document : Un laquais du *Monde* raconte l'indépendance du *Monde*
page 8 -
PLPL vous offre :
Les grandes mutations de la presse
Les Sardons parlent aux Sardons

PLPL rééduque la presse...

Vu dans

RATP : le coup de gueule du patron
Page 7

5,10F 0,78 € MERCREDI 31 JANVIER 2001 www.leparisien.com N° 17545

le Parisien Seine-Saint-Denis

93

Insécurité : les chiffres qui font peur

DELINQUANCE. + 15 % pour les vols à main armée, + 15 % pour les vols avec violence, + 20 % pour la délinquance financière : les chiffres de l'an 2000 sont mauvais. L'occasion de fournir à la droite un angle d'attaque contre le laxisme supposé du gouvernement. L'occasion pour ce dernier de répliquer en annonçant la création de postes de fonctionnaires de police. Un débat qui n'est pas nouveau mais qui risque de devenir explosif à la veille d'échéances électorales importantes. Pages 2 à 4

La bête est de retour

SEINE-SAINT-DENIS Comment

MERCREDI 31 JANVIER 2001 - N° 17545

Pas vu dans

...up de gueule du patron
Page 7

...78 € MERCREDI 31 JANVIER 2001 www.leparisien.com N° 17545

le Parisien Seine-Saint-Denis

93

Insécurité : les chiffres qui font peur

LE CAPITALISME TUE. « La mortalité d'un chômeur est trois fois supérieure à celle d'un actif occupé du même âge, celle d'une chômeuse deux fois supérieure », conclut une enquête de l'INSEE publiée dans la revue *Économie et statistique* (n° 334, 2000-4, p. 33). Selon l'auteur, « *l'effet direct du chômage sur la santé semble de nature à expliquer l'accentuation de la surmortalité des chômeurs entre 1990 et 1995 ainsi que son intensité en cas d'exclusion permanente de l'emploi* ». D'autres chiffres confirment l'explosion de l'insécurité sociale : une étude la Caisse nationale d'assurance maladie révèle que le nombre d'accident du travail s'élevait à 701 175 en 1999, soit une hausse de 3,24 %. Les syndicats CGT et FO jugent ces chiffres largement sous-évalués.

Pour lire délire

Le procès du siècle

La rubrique « Pour lire délire » entendait vouer au pilori les ennemis de *PLPL* en exhibant de façon sardonique leurs comportements usuels et en reprenant leurs pauvres discours. Il suffisait, pensions-nous, d'exagérer à peine pour anticiper, scientifiquement, les transformations les plus probables : Notat hurlant à la mort devant le corps froid de son ami Seillière, la bourgeoisie plurielle se dotant d'un cyber-programme de proximité citoyenne (CPPC), les plus fieffés réactionnaires commentant, consternés, le décès de leur allié involontaire Robert Hue. Mais *PLPL* peine à maintenir son avance. « Pour lire délire » est plagié en permanence par nos cibles. C'est devenu leur principale source d'inspiration. C'est assez ! *PLPL* ouvre un procès populaire pour que cesse le pillage de sa matière grise, exclusivement réservée à ses millions d'abonnés.

Juge (*à* PLPL) : Que reprochez-vous au parti communiste et à son dirigeant adoré ?

PLPL : Nous avions annoncé en février que le cœur du camarade Robert Hue avait cessé de battre ; nous pensions avoir une longueur d'avance. Or le PC se fait laminer aux élections dès le mois suivant. Mieux, alors qu'il parle de reconquérir son (é)lectorat populaire, *L'Humanité* (qui déjà mendiait les euros du marchand de canons Lagardère) publie un entretien manifestement volé au « Pour lire délire » de *PLPL*.

Greffier (*il lit dans* L'Humanité *du 21 mars 2001 le long entretien de BHL et de Fodé Sylla, pièce à conviction des plaignants*) : « Fodé Sylla rencontre Bernard-Henri Lévy » : « L'un et l'autre ne se remémorent pas précisément leur première rencontre. L'une en revanche les a marqués. Conférence de presse de lancement de SOS-Racisme un matin à l'hôtel Lutetia, en présence des personnalités qui parrainent l'association à la petite main. Les journalistes se pressent, les questions succèdent aux questions, le temps passe... jusqu'à l'heure où arrive Arielle Dombasle, pour l'un de ses premiers rendez-vous amoureux avec BHL. Elle fonce vers lui, assis entre Simone Signoret et Coluche, s'arrête avant de l'embrasser, retenue "par la mitrailleuse de ses yeux". »

Avocat de *L'Humanité* : Et alors ?! Si les classes populaires ne votent plus pour nous, c'est que le bouc de Hue a cessé de les faire rêver. Or, à l'évidence, le couple BHL-Arielle est un produit de rêve, peut-être plus performant encore que la dernière collection du couturier Prada, dont le défilé avait pourtant réveillé les vieux murs du siège de notre parti.

La salle : À mort ! À mort !

Juge : Silence ! (*À* PLPL..) Vous vous plaignez également de M. Karl Zéro, à qui vous reprochez d'avoir endossé son uniforme de « larbin chauve du patronat » quelques semaines seulement après que vous le lui ayez attribué. Expliquez-vous !

Greffier (*il lit une coupure de presse remise par les plaignants*) : « Le retour de Bouvard sur TF1 dans une émission nommée "Abracadabrantesque" se fera à partir du samedi 3 mars à 19 heures dans une émission produite par Karl Zéro. »

La salle : À mort ! À mort ! À mort !

Juge : Pas encore. (*À* PLPL.) Un certain Denis Kessler, responsable du Medef, vous aurait également plagié par anticipation. Là, vous exagérez !

PLPL : Nullement. Une citation que « Pour lire délire » avait réservée au cigarophile Edwy Plenel, Roi du téléachat, nous a été volée par Kessler.

Greffier (*il déplie* Le Parisien *du 12 février 2001 et lit une déclaration de Kessler*) : « Savez-vous ce que c'est qu'un cigare ? C'est le contact buccal avec le capitalisme. » (*Stupeur dans la salle. Quelques journalistes du* Monde *applaudissent.*)

Juge : Votre dernier grief concerne un certain Hervé Hamon, directeur de collection aux éditions du Seuil.

PLPL : Pour nous, c'est l'affaire la plus rude. Notre « Pour lire délire » sur les parvenus de Mai 68 était pour ainsi dire bouclé. Et... (*Le greffier apporte alors un carton de critiques (toutes enthousiastes) du dernier livre de Hamon,* Le Vent du plaisir, *dont une particulièrement exaltée, signée par Josyane Savigneau, secrétaire de Philippe Sollers au* Monde des Livres. *Il commence à lire...*)

PLPL : Ce n'est pas le plus important ! Dans une émission d'Ardisson, l'infâme Hamon a prétendu que Mai 68, c'était à la fois la redécouverte du plaisir, donc du luxe, et le coup de grâce porté à l'idée révolutionnaire. Désormais, expliquait-il, il pouvait enfin, la conscience tranquille, dîner dans les restaurants les plus chers et dormir dans les palaces les plus somptueux.

Juge : C'est vraiment du délire !

PLPL : On ne vous le fait pas dire.

La salle : Vive la Sardonie libre !

Note : cette pièce en un acte peut être interprétée sans l'accord préalable de *PLPL*.

Abonnement à PLPL : 100 F pour 10 numéros
Règlement à l'ordre de PLPL adressé à :
PLPL, BP 2326, F-13213 Marseille CEDEX 02
Courrier électronique <redaction@plpl.org>
Site Internet <www.plpl.org>
Les abonnés qui souhaitent diffuser PLPL peuvent commander les numéros au prix de 50 francs les 10 exemplaires (port compris).

À défaut de protestation de leur part :
- **direction de la publication : Discepolo**
- **direction artistique : Panta**
- **direction de la CRE : Rimbert & Halimi**
- **direction politique : Carles**

N° de commission paritaire en cours

Bulletin d'abonnement à PLPL

Nom

Adresse

Email

❒ Abonnement à compter du n° :

❒ Commande de 10 exemplaires supplémentaires des n° :

❒ Abonnement de soutien

PLPL N°4

Libération EN LIQUIDATION

Tant de pages, rien à lire. L'accablante vacuité de *Libération* fait oublier qu'il fut au cours des années 1980 la *Pravda* de la pensée de marché, le *Quotidien du Peuple* néo-bourgeois et la lecture favorite de Raymond Barre. Dans un des livres préférés de *PLPL*, Guy Hocquenghem a expliqué comment ce phlegmon journalistique se maquilla en avant-garde : « *L'essentiel, c'est d'être juste ce qu'il faut en retard pour coïncider avec la réaction générale.* [1] » Glorification de la « modernité » capitaliste, cynisme dandy, déhanchements publicitaires et résignation : pendant vingt ans, avec une assiduité quotidienne, *Libération* a confectionné un missel de la domestication.

Il est donc à peine étonnant que son patron Serge July, co-auteur d'un livre avec Alain Juppé, achève sa vie et sa carrière en s'accordant une fastueuse augmentation de salaire (20 000 francs par mois) après avoir encaissé 6 millions de francs de stock-options du groupe Vivendi. Aux salariés, il ne consentait, en grommelant, qu'une obole supplémentaire de 200 francs. Ils ont fait grève, ressemblant pour quelques heures aux employés des services publics que « Libé » se plaît à calomnier chaque fois qu'ils relèvent un peu la tête.

Les archidiacres atrabilaires et cramoisis de la presse parisienne de marché (*PPM*) furent un instant inquiétés lors de la naissance d'un quotidien contestataire. Ils ont vite été rassurés. Loin de les empêcher d'engraisser, *Libération* les aura régénérés.

En 1973, Jean-Paul Sartre prend la direction d'un journal créé par des militants maoïstes. « *La doctrine du quotidien est : "Peuple prend la parole et garde-la !"*, proclame le Manifeste de décembre 1972. *Aujourd'hui, la presse quotidienne donne la parole au patronat, aux politiciens, aux puissants, qui d'ailleurs financent cette presse, et elle se contente, quand elle ne peut pas faire autrement, de citer des bouts de phrases d'ouvriers et de paysans. Le quotidien* Libération *donnera la parole au peuple et citera des bouts de phrases de puissants.* [...] *Quand un rédacteur servile de la presse quotidienne, pour prendre l'air du temps, ira discuter avec un député ou avec un directeur de cabinet, le journaliste de* Libération, *lui, ira discuter avec les gens, jeunes et vieux, avec des membres de comités de lutte d'atelier, de mal-logés...* »

La doctrine du quotidien est : "Peuple, prend la parole et garde-la !", proclame le Manifeste de *Libération* de décembre 1972

Libération voulait « *donner la parole au peuple* » ; il la donnera à Alain Duhamel, son chroniqueur politique du vendredi. *Libération* a lutté contre les guerres impérialistes ; il publiera le portrait émerveillé de « *Stéphane, 30 ans, pilote de l'armée. Il a bombardé le Kosovo. C'est son job* ». (10.08.99 [2]) *Libération* a relayé les grèves, stigmatisé les patrons, conspué les politiques de rigueur génératrices de chômage ; en novembre 1995, il salue « *Juppé l'audace* » (16.11.95) puis se vend au magnat Jérôme Seydoux. Et tandis que deux millions et demi de chômeurs inspirent à Jospin des râles d'autosatisfaction, *Libération* s'inquiète et titre : « *L'emploi en trop bonne santé ?* » (18-19.11.00)

La ligne politique du quotidien a toujours reposé sur l'universalisation des préoccupations personnelles de ses dirigeants. Ils sont gauchistes tendance Mao en 1973 : *Libération* purge les déviants qui veulent assouplir la langue de bois ouvriériste. Puis, entre 1974 et 1981, la direction décrète la fin des enfantillages et songe à l'avenir : *Libération* amorce sa « professionnalisation » en épurant les gauchistes. En janvier 1981, Serge July visite les États-Unis de Reagan et constate que l'on peut y acheter une chaîne hi-fi à trois heures du matin : New-York est érigé en Mecque de la « modernité » et la cheffaille se découvre une passion pour l'argent ludique. *Libération* sera « L'Écho des start-up » ou ne sera pas.

En mai 1978, dans la revue *Esprit*, Serge July avait dévoilé à la fois la nullité de son programme renégat et la viscosité de son style : « *Je crois que c'est cela un bon journaliste, celui qui accueille la réalité dans sa complexité, dans ses expressions contradictoires, en faisant reculer toujours plus loin l'action des tabous divers.* » Proclamant dès cette date que « Libération *est un journal libéral-libertaire* », July présente les trois piliers du fonctionnement autogestionnaire : « *Pas de hiérarchie des salaires, l'assemblée générale est souveraine pour les grandes décisions,* Libération *vit exclusivement de ses ventes.* [...] *Si* Libération *fonctionnait autrement, je ne donnerais pas cher de son point de vue "libertaire".* »

Trois ans plus tard, en 1981, July fait un putsch, licencie la moitié de l'équipe et s'arroge les pleins pouvoirs ; en 1982, la direction introduit la publicité et la hiérarchie des salaires ; en 1983, elle ouvre le capital. Les « tabous » ont volé en éclat. La ligne est désormais libérale-libérale.

« *Il faut être résolument moderne* », avait prévenu July pour donner le ton de la nouvelle formule de 1981 [3]. La « modernité » de *Libération* va se décliner en trois points : transformer le journal autogéré en sanctuaire de la vénalité et, pour cela, vendre les lecteurs aux annonceurs et le titre aux actionnaires ; transformer une ligne éditoriale contestataire en réceptacle de la pensée dominante ; transformer Serge July en Crassus [4] obèse et costumé.

La nouvelle mouture du quotidien paraît au lendemain de la victoire « socialiste » de 1981. Pour vendre ses lecteurs à bon prix, le journal s'emploie à « *faire le plein de son créneau (cadres urbains qui souhaitent plus de rigueur dans l'information et attachent une importance intellectuelle à leur mode de vie)* » [5]. En 1982, le crétin bronzé Jacques Séguéla avait prévenu July-Crassus : « *Les annonceurs se précipiteront. Tu seras le Decaux de la presse quotidienne.* [6] » Galvanisé par cette perspective, le directeur ouvre les colonnes à la réclame. « *La publicité a changé*, bave-t-il, *de nouvelles valeurs sociales se sont imposées qui croisent celles pour lesquelles la publicité est un moyen prédisposé. Ce retour, par exemple, de l'esprit d'entreprise dans la fin des années 1970.* » (12.02.82) S'adressant ensuite aux bonimenteurs qui s'apprêtent à coloniser le journal, July les houspille : « *Soyez inventifs. Nous aimerions* [...] *que les annonceurs prennent avec nous le risque de la création, des audaces et des provocation.* » (16.02.82) Le temps de la subversion politique est révolu : transgresser, c'est consommer. La vente du lectorat – « *70 000 lecteurs de talent qui font l'opinion* », selon Crassus – peut commencer.

Mais les publicitaires demeurent circonspects : ces lecteurs sont-ils assez cossus ? Pour s'en assurer, *Libération* fait établir leur profil par sondage. À la lecture des résultats, Crassus défaille de bonheur – et d'un coup gagne quatre kilos : 30 % des lecteurs possèdent un « *briquet de 500 francs ou plus* » ; 54 %, un « *appareil photo à objectif interchangeable* », 30 % un « *stylo de 250 francs ou plus* » ; plus de 56 % une « *chaîne hi-fi de 3 000 francs ou plus* » et tout de même 1,3 % « *un bateau à voile ou à moteur de plus de 6 mètres* ». (9.12.82) « *Un marché à conquérir* », conclut la plaquette envoyée aux agences.

À compter de cette date, les procédés par lesquels le journal contestataire des années 1970 ridiculisait les institutions politiques et économiques seront mis au service des marchands. En 1979, *Libération* publiait un numéro doré à l'or fin pour dauber les bourgeois inquiets de la hausse du cours du métal précieux. (19.09.79) En février 1987, c'est pour les besoins publicitaires du Club Méditerranée que le journal est imprimé sur papier bleu – comme il l'est sur papier violet en mars dernier. Saluant à sa manière la première visite de Jean-Paul II en France, *Libération* parfumait son édition à l'encens. (30.05.80) Quinze ans plus tard, il emploie la même technique pour chanter les louanges nauséabondes d'un parfumeur de luxe.

D'autant plus hypnotisés par la télévision qu'ils commencent à en squatter les plateaux, les responsables du journal inaugurent en 1982 la collaboration presse-télé : un déplacement de Fripouille aux dents limées (François Mitterrand) est couvert avec Antenne 2. Pierre Briançon, responsable du service économie, analysera : « *Ça a été le début de la vraie montée régulière des ventes. Avant, les gens nous considéraient comme une bande de va-nu-pieds mal élevés qui disaient des gros mots... et on devient le journal à la mode que les télés officielles peuvent d'autant plus citer qu'elles sont toutes prises en main par les socialos.* » En août 1982, un dossier sur « *La drague sur les plages* » est publié en collaboration avec TF1.

Ivre d'ambition, *Libération* crée en 1982 une unité de production audiovisuelle. L'année suivante, un service Minitel et une régie publicitaire en partenariat avec Publicis. Puis c'est un projet de radio d'information continue censée surclasser RTL grâce à un ton « *plus moderne, plus jeune, plus* Libé ». (*Le Monde*, 04.01.85) L'échec est piteux mais l'idée sera reprise par la radio de propagande continue France Info, sur laquelle officie le boursicoteur bedonnant Jean-Pierre Gaillard, un sosie de Serge July. En 1985, *Libération* crée une agence de photographie ; en 1990, un bureau d'« *opérations de communication événementielles* » ainsi qu'une société d'études destinée à prendre des participations dans les publications de l'ancien bloc de l'Est...

Tirant les leçons des échecs de son concurrent, le *Quotidien vespéral des marchés* – également connu sous le nom de *Le Monde* – retiendra que la « modernité »

1. Guy Hocquenghem, *Lettre ouverte à ceux qui sont passés du col Mao au Rotary*, Albin Michel, 1986, p. 106.
2. Sauf mention contraire, les dates sont celles d'articles de *Libération*.
3. July est incapable de plagier correctement Rimbaud, qui avait écrit : « *Il faut être* absolument *moderne. Point de cantiques : tenir le pas gagné.* » (*Une saison en enfer*)
4. Crassus fut le massacreur des esclaves romains révoltés. Assassin de Spartacus, il fit supplicier plus de 6 000 prisonniers. Suppôt des puissants, intrigant avide de gloire et de butins, il fut l'un des généraux romains les plus abjects.
5. Archives de Serge July citées par Jean-Claude Perrier, *Le Roman vrai de* Libération, Paris, Julliard, 1994, p. 202.
6. Jean-Claude Decaux est un industriel de mobilier urbain, dont la célèbre pissotière musicale. Propos cités par Jean Guisnel, *Libération, la biographie*, La Découverte, 1999, p. 142.

Libération EN LIQUIDATION

journalistique consiste à multiplier partenariats rédactionnels, alliances financières et projets audiovisuels. Ainsi, le *QVM* colonise les ondes des radios publiques, anime une émission de téléachat sur LCI et s'apprête à lancer une télévision « de proximité » avec pour associé le milliardaire François Pinault (lire *PLPL* n° 1). Dans le cas de *Libération*, un ancien journaliste décrira ainsi l'asservissement du journal à l'agenda cathodique : « *J'ai vu apparaître la télévision comme interlocuteur muet – enfin, muet : bruyant – pour faire la une. C'est-à-dire que, dans le bureau de Serge* [July], *on ne faisait la une qu'à huit heures et demi.* [7] »

Chanter l'argent, exalter le narcissisme et, surtout, badigeonner l'ensemble d'un ton décalé et provocateur, la ligne de *Libération* comblait d'aise les soixante-huitards parvenus : ils voyaient dans les transformations d'un journal naguère vecteur de leurs révoltes la légitimation de leurs reniements. Au milieu des années 1980, Crassus est devenu le confrère modèle de l'establishment médiatique, la plume préférée de Gérard Carreyrou, de Christine Clerc, de Jean-Pierre Elkabbach, de Françoise Giroud, de Jean-François Kahn et de Louis Pauwels [8]. Alain Duhamel lui concède en dodelinant du chef le titre de « *journaliste le plus à la mode et le plus original de Paris* ». Yves Mourousi surenchérit et dédicace « *À Serge July qui a tout compris* » l'un de ses livres les plus pitoyables [9]. Au directeur du *Monde* André Fontaine, le crétin bronzé Séguéla explique : « *Je n'ai qu'un seul conseil à vous donner. Soyez le July du* Monde *!* [10] » Fin 1989, Crassus est sacré « *Homme des années 1980* » par *Stratégies*, l'hebdomadaire du marketing, qui, l'année précédente, avait admiré en lui le « *symbole du* winner *moderne* ». En couronnant un parvenu décomplexé juché sur les ruines des idées révolutionnaires, la profession repoussait à l'infini l'horizon de ses capitulations.

Les dirigeants de *Libération* se sont découverts une passion pour l'économie de marché à mesure que leur journal se transformait en entreprise. Le cap idéologique était pris dès 1981 ; *Libération* devança de dix-huit mois le reniement de la gauche au pouvoir. Laurent Mouchard-Joffrin, à qui il est arrivé de ne pas mentir, a dressé un bilan satisfait du résultat : « Libération *s'est transformé en un an en un journal de la rigueur. On a été les instruments de la victoire du capitalisme dans la gauche.* [12] » Le service économie, où sévit Mouchard, est alors l'aile marchante du quotidien. On y traite du capitalisme sur un mode ludique : pour initier le lecteur au boursicotage, Mouchard et ses accolytes dotent *Libération* d'un petit portefeuille d'actions dont ils commentent, ravis, l'évolution.

En 1982, le service reçoit l'appoint de Pierre Rosanvallon, théoricien du recentrage de la CFDT et vulgarisateur, avec son copain, Alain Minc, du capitalisme en France (ensemble ils créeront la Fondation Saint-Simon [13]). Rosanvallon est pédagogue : « *Effets pervers des législations sociales* », « *Apprendre l'austérité* », « *Avez-vous lu Hayek ?* » [14], ses chroniques constituent un abécédaire de la soumission aux dogmes du marché. Lors du grand tournant économique de 1983, *Libération* exige du gouvernement qu'il choisisse la voie libérale. Un responsable du service économie admet : « *On n'en discute même pas. Ça n'est même pas un sujet de débat pour nous.* » Crassus multiplie les éditoriaux sur le sujet tandis qu'Alain Minc, actionnaire du journal, se déchaîne contre les partisans de « l'autre politique ». (18-19.05.83)

C'est alors que Mouchard engage le journal dans l'opération idéologico-médiatique la plus veule de son histoire : l'émission « Vive la crise ! » Endoctriné par le Nabot malfaisant, par Rosanvallon et par le PDG des AGF Michel Albert, le chanteur Yves Montand enfile son costume de félon pour expliquer aux salariés qu'ils doivent se serrer la ceinture ou créer leur entreprise. Diffusée le 22 février 1984, l'émission brosse le portrait d'un entrepreneur modèle – c'est Philippe de Villiers – et celui d'une Europe idéale – elle est présidée par Margaret Thatcher. *Libération* publie aussitôt la transcription du programme et l'agrémente des commentaires de July et de Joffrin. Mouchard plastronne : « *Comme ces vieilles forteresses reléguées dans un rôle secondaire par l'évolution de l'art militaire, la masse grisâtre de l'État français ressemble de plus en plus à un château fort inutile. La vie est ailleurs, elle sourd de la crise, par l'entreprise, par l'initiative, par la communication.* » Quant à Crassus, il exhorte les dirigeants à « *faire de "Vive la crise !" un mot d'ordre populaire* » et à « *faire des citoyens assistés des citoyens entreprenants* » [15].

Bien après l'abdication complète des socialistes, Crassus continuera à traquer dans les discours de la majorité de gauche les moindres résidus de conviction sociale, les enjoignant à prononcer « *une rupture publique avec leurs propres archaïsmes* ». (08.01.85) Lors de la privatisation de TF1, *Libération* titre : « *TF1 déchaînée, A2 enchaînée* ». (15.05.86) Un an plus tard, le quotidien rattrape son dernier retard avec la publication des cotations boursières. Un journaliste justifie : « *Je ne vois pas comment ce journal aurait pu éviter plus longtemps d'ouvrir cette rubrique Bourse.* [...] *Je crois que ça aurait paru ringard.* [16] »

L'abjuration eût toutefois été incomplète si le journal anti-impérialiste des origines n'avait chaussé chenilles et casque lourd pour injurier les militants pacifistes puis pour glorifier les guerres coloniales de Mitterrand en Afrique. Rendant compte d'une enquête sur le traitement médiatique de la politique étrangère de Reagan, Noam Chomsky a récemment expliqué : « *Le journal européen le plus honnête était* The Guardian, *de Londres ; le pire de tous était le quotidien parisien* Libération, *super-reaganien, allant au-delà des pires journaux des États-Unis dans son adhésion à la propagande du gouvernement américain.* [17] » Suivant les interventions d'André Glucksmann adulant les missiles américains Pershing et la tribune signée par Kouchner, Montand et Glucksmann appelant Mitterrand à mener une guerre totale contre la Libye (12.08.83), l'hystérie militariste devient telle que Gérard Dupuy décide de célébrer le bombardement atomique du 8 août 1945 : « *Entre tant d'autres cadavres, ceux d'Hiroshima ont bénéficié de la nouveauté et de la puissance, alors en pleine vigueur adolescente, de l'effet-médias.* » (06.08.85)

Quelques années plus tard, il reviendrait aux Irakiens, puis aux Yougoslaves, de « bénéficier de l'effet-médias ». L'engagement de *Libération* aux côtés de l'armée américaine fut total dans les deux cas. Sténographe de toutes les falsifications de l'OTAN, Crassus vole au secours de la civilisation en péril : « *Ne restait plus que la guerre pour défendre des valeurs démocratiques essentielles et, disons-le avec gravité : une conception de la civilisation européenne.* [...] *La défaite de l'Alliance serait un véritable désastre pour l'Union européenne, elle signerait la mort vraisemblable de l'Otan... La face de l'Europe en serait mutilée.* » (14.04.99)

Libération avait vendu ses lecteurs aux publicitaires et ses idées au patronat. Restait à vendre le journal. Entre 1983 et 1996, 80 % du capital passe des mains des salariés à celles d'actionnaires extérieurs. Fascinés par la vulgarité des nouveaux costumes jaunes de Serge July, une escouade d'exploiteurs, d'arrivistes et de renégats acceptent en 1983 d'acheter 10 % de *Libération*. Parmi eux, des patrons – Jean Riboud (Schlumberger), Gilbert Trigano (Club Méditerranée), Michel Albert (AGF) – mais aussi le Nabot malfaisant Alain Minc, Pierre Rosanvallon, Pierre Nora.

Pour Crassus, l'opération consiste, bien entendu, à « *garantir une indépendance journalistique que chacun peut vérifier au fil des parutions* ». C'est là une constante : à chaque étape de la liquidation du journal, la direction prétend que l'indépendance est renforcée. « *Le capital de* Libération *a été augmenté dans des conditions qui accroissent l'indépendance éditoriale* », écrit en octobre 1988 Jean-Louis Péninou, directeur général, alors que les actionnaires extérieurs détiennent maintenant 40 % du titre.

un style parvenu

Ancien journaliste à *Libération* et fondateur du Front homosexuel d'action révolutionnaire (FHAR), Guy Hocquenghem raconte July [11]. « C'est vrai que tu as grossi. Forci. Comme les bébés obscènes des publicités ; ton volume et ton tour de taille sont une joie pour toute la famille ex-gaucho. Tu as la ruse lente et obtuse d'un bouddha maoïste ; pendant que les autres se battent, tu croises les mains sur ton ventre, énigmatique, attendant ton heure, toi qui as su te faire le lieu où s'annulent les contradictions. Cette réussite, tu la manifestes par ton embonpoint moral. Oui, bravo, tu es énorme. Tu diras que c'est bien de moi, ces allusions à ton physique, que c'est fasciste, élitiste. Pourtant, le physique, c'est une politique, une stratégie parmi les autres. [...] Tu t'es fait gros pour te vieillir et effacer la tache originelle, celle du loup gauchiste mal élevé, mal habillé, aux dents trop longues. C'est de la mauvaise graisse que tu as accumulée ; car tu es gros par politique. Pour te transformer, toi le petit agitateur de *Libé*, en bon gros directeur de journal, il te fallait du poids. [...] Je ne crois guère ceux, plus chic ou se croyant plus malins, qui te débinent en douce après t'avoir serré la main dans un dîner en ville, et te décrivent comme un plouc ravi d'être enfin à la table des puissants, fasciné par les starlettes et les particules. Ton allure de parvenu, costard cinquante bleu pétrole, gomina et cigares, tu la cultives soigneusement. Elle est ta carapace. »

Dans *Libération* du 20 juin 1986, Serge July ripostera en ces termes : « *Les Français aiment les gros.* [...] *La rondeur rassure tandis que la minceur inquiète.* »

7. Jean-Marie Bartel, cité dans *Les Années Libé*, film de Michel Kaptur diffusé par France 2 le 2 juin 1993 à 22 heures 20.
8. Selon une enquête réalisée par Patrick et Philippe Chastenet, *Les Divas de l'information*, Le Pré aux clercs, 1986.
9. *Il est temps de parler*, Flammarion, 1986.
10. *Les Divas de l'information, op. cit.*, p. 153.
11. Guy Hocquenghem, *Lettre ouverte..., op. cit.*, p. 108-109.
12. Cité dans *Les Années* Libé, France 2, 2 juin 1993.
13. La fondation Saint-Simon regroupe des industriels, des hauts fonctionnaires, des journalistes et des intellectuels qui jacasseront pendant vingt ans sur la manière d'acclimater en France le capitalisme de marché. La politique goitreuse d'Édouard Balladur constitua la synthèse de leur réflexion. July, Elkabbach, Ockrent, Anne Sinclair, Giroud et Luc Ferry seront, parmi d'autres, membres de cette secte infâme.
14. Publié en février et mars 1982. L'économiste Friedrich von Hayek fut un théoricien fanatique du néolibéralisme.
15. Supplément au n° 860 de *Libération*, février 1984.
16. Cité dans *Les Années Libé*, France 2, 2 juin 1993.
17. *Le Monde diplomatique*, août 1998. Lire aussi les propos de Chomsky sur *Libération* dans *PLPL*, n° 0.

conte parabolique de Serge July

1969. [Mai 1968] *a donné crûment à voir les contradictions de classes qui fondent la société française. Il a remis la révolution et la lutte des classes au centre de toute stratégie. Sans vouloir jouer au prophète, l'horizon 1970 ou 1972 de la France, c'est la révolution.* (Serge July, Alain Geismar, Erlyne Morane, *Vers la guerre civile*, Éditions et publications Premières, Paris, 1969, p. 16.)

1974. *Un journal a un rôle politique prépondérant. En gros, un journaliste est plus important qu'un député.* (Serge July, 1974, cité par F. M. Samuelson, *Il était une fois Libé...*, Seuil, 1979, p. 246.)

1977. *Dans le comportement révolutionnaire, il y a une terreur que je refuse.*
(Serge July, *Le Nouvel Observateur*, 31.10.77.)

1978. *Libération est « libéral-libertaire ».*
(Serge July, *Esprit*, n° 17, mai 1978, p. 16.)

1986. *La vraie subversion, aujourd'hui, c'est l'information. C'est la seule idéologie qui m'intéresse désormais. C'est mon éthique.* (Serge July, 1981, cité par Vincent Tolédano, « Les dix ans du quotidien *Libération* », *Encyclopædia Universalis*, supplément 1984, p. 323.)

1986. *Si on cherchait un rôle idéologique à Libération, Libération ça a été le quotidien de la destruction positive du gauchisme.*
(Serge July, *Nous l'avons tant aimée, la révolution*, FR3,13.11.1986.)

1987. *Alors si vous me dites que je suis un journal de gauche, je vous réponds non ! et je suis scandalisé quand vous me dites ça.*
(Serge July à Michèle Cotta, TF1, 13.06.87.)

1991. *Libération s'est situé comme l'organe de la modernisation économique au début des années 1980.* (Serge July, 1991, cité par Jean Guisnel, *Libération, la biographie*, p. 293)

2000. *Les héros récurrents de ces vingt dernières années sont dans le réel des entrepreneurs privés.* (Serge July, *Le Débat*, n° 112, nov-déc. 2000, p. 6)

Tout m'a profité.
(Serge July cité par Hocquenghem, *Lettre ouverte... op. cit.*, p. 104)

Dès 1991, Serge July prépare son équipe à la subordination financière : « *L'indépendance ne se mesure pas seulement en part de capital ou de capacité de contrôle. Elle n'est pas positive en soi.* [18] » À ce moment, le Nabot malfaisant Alain Minc, directeur de la société des lecteurs du *Monde*, intrigue pour faire fusionner *Libération* et *Le Monde*. L'idée séduit les consuls de *Libération*. Le directeur général se sent pousser les dents : « Libération *n'a pas les moyens d'absorber* Le Monde *et ne les aura pas avant l'an 2000.* [...] *L'idée d'une holding financière comme outil d'une fusion progressive est cependant à retenir. Mais il faut que cette holding soit dirigée par nous.* [19] » Avec un quotidien matinal du capital et un quotidien vespéral des marchés, la presse généraliste « de gauche » eût enfin été pluraliste. Mais Crassus refusa d'abandonner à Jacques Lesournes,

Il arrive à *Libération* de rectifier l'une de ses innombrables bourdes. L'édition du 21-22 février 1998 comportait cette précision irrésistible : « *Une erreur malheureuse s'est glissée dans la chronique d'Alain Duhamel, "Droite, le handicap Seillière", publiée hier. En effet, le patron du CNPF n'est pas "fringant et plaisant", mais "fringant et piaffant"* ». Duhamel, unique lecteur de ses chroniques avec Raminagrobis et Balladur, aurait fait irruption dans le bureau de July, les yeux injectés et le corps agité, afin d'exiger réparation pour son œuvre souillée.

alors chef du *QVM*, le trône de premier directeur de la société commune. Et l'affaire capota.

Abruti de rancœur, Crassus ordonne à ses troupes de transformer *Libération* en une « *encyclopédie quotidienne* » de 80 pages copiée sur le *New York Times*. C'est la débâcle. Les salariés paieront : une centaine de départs et de licenciements. En août 1995, Jérôme Seydoux et le groupe Chargeurs, principal créancier du journal, imposent un directeur général formé dans les cabinets de conseil financier et surnommé « Le boucher » : Pierre-Jean Bozo, aujourd'hui directeur général de NRJ Group. Bozo (ce nom d'un célèbre clown américain aurait enchanté July) n'a qu'une idée : « *Il faut cogner le plus rapidement possible sur la masse salariale.* » Mais le faire avec courtoisie : « *Faut-il donc que je vous encule pour que vous compreniez ?* », hurle-t-il à une employée, tandis qu'il cherche à en attendrir une autre : « *Elle nous vole sept heures par semaine. Il faut la remettre au travail, cette salope !* [20] » Le nouveau directeur général lance un audit sur la productivité des journalistes, mesurée au nombre de lignes écrites. Serge July, à qui le militantisme maoïste a appris que les gueux pouvaient se révolter, imagine alors d'embaucher des vigiles pour empêcher les salariés de bloquer la production. Après une nouvelle charrette de 80 licenciements, l'ex-quotidien de Sartre est vendu au baron du capitalisme français Jérôme Seydoux ; Chargeurs acquiert 65 % du capital. Soulagé de conserver son poste, Crassus glose sur la signature d'un « *pacte d'indépendance visant à préserver l'intégrité rédactionnelle de* Libération ». Mais entre temps, July a un peu modifié la définition de l'indépendance : « *L'indépendance, c'est très simple : il faut que ça marche, il faut gagner de l'argent.* » (« Lignes de mire », FR3, 18.06.96) Laurent Joffrin-Mouchard, passé de *Libération* au *Nouvel Observateur* en 1988, revient diriger la rédaction. Jacques Julliard, éditorialiste au *Nouvel Observateur*, commente ses exploits : « *Laurent fait régner dans ce microcosme vibrionaire l'atmosphère paisible d'un journal de tricot.* [...] *Tout cela en tenant ferme sur une bonne et brave ligne sociale-démocrate éclairée, intransigeante sur la rigueur économique et la construction européenne. Pas mal !* [21] »

July : « L'indépendance, c'est très simple : il faut que ça marche, il faut gagner de l'argent »

Pas mal, mais pas assez bon pour Crassus. Le PDG du journal de tricot juge son Mouchard insuffisamment rentable. Plutôt qu'un pitre couineur dont il jalouse la barbe, July recherche « *un entraîneur capable de forcer la recherche de la valeur ajoutée*, [...] *un manager d'équipe et de projets* ». (*Le Figaro*, 4.03.99) Frédéric Filloux, fondamentaliste libéral et ancien correspondant à New York, oscillait jusque là entre journalisme et publicité à l'agence BDDP. Il est nommé séance tenante.

Veuf de Raymond Barre puis d'Édouard Balladur, *Libération* faisait souffler dans les kiosques une brise dousteblazo-cohnbendiste. Son PDG était même parvenu à perdre quelques kilos au prix d'efforts cardiaques insensés. Las, il devenait chauve. Exécrant toujours les auteurs dotés d'un cerveau et d'une colonne vertébrale, il avait embauché l'économiste Olivier Blanchard, médiocre mais bardé de diplômes américains. Blanchard commenta en ces termes les licenciements chez Michelin : « *Comme le salaire minimum, et de fait probablement beaucoup plus que le salaire minimum, la protection de l'emploi est une mauvaise idée.* » (20.09.00)

Lisant ces lignes, Gérard Dupuy suffoquait de ravissement. Ancien militant gauchiste, il devait à sa virtuosité renégate le poste d'éditorialiste tout-terrain de *Libération*. Sa devise : tout événement quel qu'il soit démontre la supériorité du capitalisme. Son cauchemar : les salariés grévistes. « *Imperméable à la concurrence et largement étrangère à tout souci de rentabilité, la SNCF est restée la plus archaïque des entreprises du secteur public. L'esprit maison reste plus proche de celui d'une administration à l'ancienne que de l'entreprise de service qu'elle devrait être... Le corporatisme le plus étroit y donne la main au militantisme le plus dogmatique... C'est la défense bétonnée de cet état d'esprit qui explique la grève et sa prolongation* », éructait-il le 4 mai 1999. En secret, Dupuy œuvrait à une nouvelle théorie de l'égalité. Elle fut dévoilée le 11 août 1999 : « *Devant l'éclipse, tous les citoyens sont réellement égaux... pour autant du moins qu'ils sont munis de lunettes adéquates.* »

Crassus avait depuis longtemps renoncé à l'idée d'égalité, même limitée à dix minutes tous les trente ans. Inlassablement, il composait à la truelle le potage de mots dont il avait le secret. Le vingt-cinquième anniversaire de *Libération* lui inspira ce brouet : « *Se libérer des carcans, des pensées toutes faites, des idéologies, pour penser de manière autonome un monde en pleine mutation : votre journal est toujours sur la brèche de la liberté, ce combat perpétuel dont les formes et les objectifs changent sans cesse.* [...] Libération *est toujours en mouvement, ce qui irrite parfois, parce que nous pensons que la presse quotidienne demeure en permanence à réinventer dans un monde sans cesse mutant* ». (22.05.98)

Au printemps 2000, le propriétaire de *Libération*, Jérôme Seydoux contracte une allergie à la prose aphteuse de Serge July. Il décide de se désengager au plus vite du journal. Une société britannique de capital-risque (3i) s'est alors offert 20 % du capital, c'est-à-dire une participation ne donnant pas la minorité de blocage. Mais l'actionnaire dicte ses conditions : Crassus sera obligé d'investir ses propres économies dans le capital du journal et les actionnaires les plus importants de *Libération* détiendront « *un droit de veto sur les principales décisions stratégiques de l'entreprise* ». (*Correspondance de la presse*, 01.03.01) Frédéric de Broglie, directeur général de 3i France, explique : « *Nous ne recherchons pas les investissements à paillettes pour les paillettes mais pour le retour sur investissement.* [...] *Disons que si notre investissement dans Libération connaît une rentabilité annuelle moyenne sur cinq ans de 22 %, ce serait très bien.* » (*Le Figaro*, 14.03.01) Or, 22 %, c'est très exactement le taux de retour sur investissement qu'a calculé Raminagrobis-Colombani pour allécher les fonds de pensions dans l'optique d'une entrée en Bourse de son journal malfaisant. Depuis, les lecteurs de *PLPL* transpirent : qui du *Monde* ou de *Libération* fera le premier son entrée chez Jean-Pierre Gaillard ?

En attendant la réponse, le journal dont la doctrine était « *Peuple, prend la parole et garde-la !* » développe une vision toujours plus « moderne » de la vie publique. Sa campagne de publicité de février dernier proposait : « *Misez sur la politique.* Libération *vous propose de jouer "comme à la bourse" sur les élections municipales 2001 : Achetez ! Vendez ! Pas des actions, bien sûr, mais des pronostics... qui se révéleront bons ou mauvais. À vous de faire fructifier vos gains que vous pourrez ensuite échanger contre des lots.* » Presque au même moment, *Libération* s'indignait dans un style d'écolier analphabète des agissements de la « *Vénale presse russe* » (27.02.01) : « *La presse russe est à vendre et est prête à publier n'importe quoi pour de l'argent.* »

18. Cité dans *Libération, la biographie, op. cit*, p. 293
19. *Ibid.*, p. 301.
20. *Ibid.*, p. 324.
21. Jacques Julliard, *L'Année de fantômes*, Grasset, 1998, p.129. Le 8 juillet 1998, des graffitis avaient envahi la rue Béranger où siège *Libération*. On pouvait notamment lire sur un parcmètre : « *Bravo Joffrin, ta prose merdeuse te permet d'acheter ta pâtée pour chien.* » L'ombre de Mouchard aurait été aperçue de nuit en train de gratter les inscriptions avec un tampon abrasif et de la poudre à récurer.

Document : Glapissements sécuritaires sur France culture

Chaque dimanche, juste après la retransmission de la messe, un club de gloseurs se réunit pour faire des phrases que France Culture inflige à ses rares auditeurs. Cela s'appelle « L'Esprit public ». L'émission est perpétrée par Philippe Meyer, dont l'une des distractions favorites consiste à insulter les enseignants : « *Je tiens Finkielkraut pour une espèce d'instituteur de la nation.* » (06.05.00 [1]) Le 4 février 2001, *L'Esprit public* remplissait sa mission culturelle en évoquant un sujet tragiquement ignoré de l'ensemble de la presse comme du personnel politique : l'insécurité. Pour ne pas encombrer les ondes d'inutiles précisions, Meyer s'était employé à ce qu'aucun des invités ne connaisse le sujet, si ce n'est par la rumeur de quelque rapine colportée par son coiffeur.

Sur le plateau, Éric Dupin, journaliste à *Libération* et cyber-donneur de leçons. Ancien militant du parti socialiste, il interprète le point de vue « de gauche ». Non sans honte. Il s'excuse lorsqu'il conseille la lecture d'une « *revue qui, pour être marquée très à gauche, n'en est pas moins sérieuse* ». (11.02.01) Le sérieux, c'est le Medef ! Même chose dans le cas de l'insécurité. Pour rassurer les auditeurs proches de Pasqua, Dupin glapit : « *Souvent, il y a un contresens qui est fait avec de bons sentiments, qui est de croire que cette violence, cette délinquance juvénile, est le fruit direct de la pauvreté, de la misère, du chômage.* »

John Vinocur : « Cessons le débat parce que le débat est ailleurs : ce qu'on ne dit pas en France, c'est que cette question de sécurité est intimement liée aux questions d'immigration et de race. »

À ses côtés, Meyer a fait asseoir John Vinocur, journaliste à l'*International Herald Tribune*. Vinocur a deux passions : dénoncer les « archaïsmes économiques français » et faire reluire les mocassins d'Alain Duhamel – « *l'un des commentateurs politiques les plus informés de France, qui cumule l'audace et la clarté* ». (*IHT*, 20.01.99) Indisposé ce matin-là par un homard mal avalé la veille, John Vinocur éructe : « *Cessons le débat parce que le débat est ailleurs : ce qu'on ne dit pas en France, c'est que cette question de sécurité est intimement liée aux questions d'immigration et de RACE* [il hurle]. *Le débat est là.* [...] *Parce que le sous-entendu jamais dit à haute voix dans tout ceci, ce sont ces questions-là.* »

C'est alors qu'intervient Max Gallo. Admirateur de Napoléon et de Philippe de Villiers, figurant apprécié de l'émission animée par Edwy Plenel, Roi du téléachat (RTA) sur LCI (*Le Monde des idées*, 02.09.00), Gallo échange volontiers des calembredaines sur la République et l'Europe avec Raminagrobis dans *Le Point* (10.11.00) ou avec Alain Duhamel dans le *Figaro Magazine* (09.01.99). Mais les vociférations congestives de Vinocur lui coupent l'herbe sous le pied. Elles vont bien au-delà d'un texte, signé par Gallo – ancien vice-président du Mouvement des citoyens – et par une escouade de lépidoptères chevènementistes, qui appelait à la répression de tout mineur utilisateur d'un baladeur (« Républicains n'ayons plus peur », *Le Monde*, 04.09.98). Gallo réagit donc vivement devant la tentative de débordement américaine : « *Je regrette que John Vinocur ait dit cela pour une simple raison : c'est parce que souhaitais le dire. Je suis tout à fait d'accord avec lui car je suis scandalisé par le tabou qui recouvre l'expression "jeune de banlieue". Moi je voudrais savoir, savoir sociologiquement, pour comprendre un phénomène, qui sont les "jeunes de banlieue". Qui sont-ils par rapport à leurs antécédences d'origine géographique ? Est-ce qu'il s'agit de Maghrébins ? Est-ce qu'il s'agit d'Africains ? Est-ce qu'il s'agit d'Asiatiques ?* [...] *Comme par rapport à l'économie de marché ou au rôle de l'État, et par rapport à la diversité d'origine géographique et ethnique, nous sommes aussi en retard, nous ne regardons pas en face. Merci, John Vinocur, de nous le rappeler.* »

Max Gallo : « Moi je voudrais savoir, savoir sociologiquement, pour comprendre un phénomène, qui sont les "jeunes de banlieue". Qui sont-ils par rapport à leurs antécédences d'origine géographique ? Est-ce qu'il s'agit de Maghrébins ? Est-ce qu'il s'agit d'Africains ? Est-ce qu'il s'agit d'Asiatiques ? »

Un « débat d'idées » digne de France Culture aurait manqué de « complexité » sans la présence d'un directeur de revue barriste. Sortant de sa léthargie comme un limaçon abandonnant une sphaigne, Jean-Claude Casanova va prendre de l'altitude : « *Nous avons depuis trente ou quarante ans une tradition judiciaire et législative de socialisation, d'indulgence, d'explication, de sociologisme, etc., qui conduit à la mansuétude plus qu'à la sévérité.* [...] *Aux États-Unis, on a des statistiques de criminalité par origine ethnique des délinquants, et ça crée l'inverse du racisme* [sic]. *Bien évidemment, quand on voit qu'il y a une forte proportion de Noirs en prison, on cherche une politique pour améliorer la situation des Noirs. Et on cherche à avoir la plus efficace possible.* »

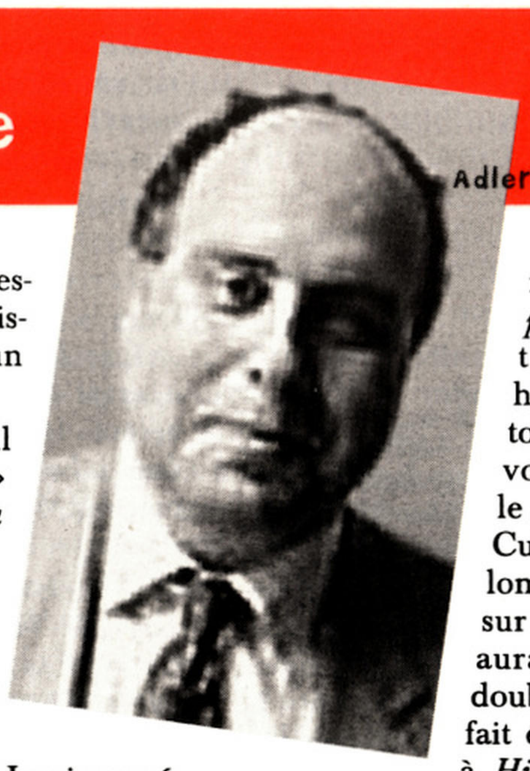
« La plus efficace possible » ? En prononçant ces mots, Casanova pense-t-il à l'interdiction de voter signifiée à un tiers des hommes noirs d'Alabama, du Texas ou de Floride ? Pense-t-il plutôt à la suppression de l'aide fédérale aux pauvres, souvent noirs ou hispaniques, décidée par Clinton ? Pense-t-il enfin à la généralisation de la peine de mort qui, grâce à une décharge électrique ou du poison dans les veines, résorbe un peu la forte proportion de Noirs en prison ? L'auditeur de France Culture ne le saura pas et peu importe à Casanova. Il psalmodie déjà la formule magique qui couvre les bouffons du masque des savants : « *Ce qu'il faut aujourd'hui, si vous voulez, c'est accepter la complexité de la situation et accepter la complexité des politiques nécessaires et cesser tous les tabous, tous les discours idéologiques qui font perdre un temps considérable et ne servent à rien.* »

Gallo reste bouche bée, et Vinocur muet. Timidement, Meyer tente alors une percée : « *Est-ce que la multiplication des policiers, est-ce que le fait qu'il y ait bientôt autant de policiers que de fonctionnaires de l'Éducation nationale est une solution ?* » Pauvre Philippe ! Il ne peut s'empêcher de souiller ses rares incises progressistes d'erreurs astronomiques. Car, à moins que sa comparaison entre Finkielkraut et les enseignants n'ait pour objet de pousser ces derniers au suicide, il n'y aura pas « bientôt autant de policiers que de fonctionnaires de l'Éducation nationale » : la France compte 130 000 policiers et adjoints de sécurité contre près de 1 314 000 fonctionnaires de l'Éducation nationale. France Culture, la radio qui cultive...

La bévue, agrémentée d'un facteur 10, est d'autant plus pitoyable que Meyer, faux dissident fieffé et enseignant à Sciences Po, avait récemment raillé le « *ridicule si souvent péremptoire* » des journalistes et la « *paresse des rédacteurs en chef* » coupables de faire un « *usage fautif et insensé* » des chiffres [2]. Son impair eut néanmoins le mérite de galvaniser Max Gallo, qui clôtura ce « débat » par un rapprochement vraisemblablement destiné à gagner la reconnaissance des auditeurs que la messe avait plongés dans la torpeur : « *On estime qu'il n'y aura que mille Pacs par an. Je signale qu'il y a dix mille délits par mois* ».

1. Sauf mention contraire, les dates indiquées sont celles de l'émission « L'Esprit public ».
2. Préface au livre de l'association Pénombre, *Chiffres en folie*, La Découverte, 1999, p. 6. La contribution prétentieuse de Meyer ne doit pas dissuader les lecteurs de *PLPL* d'acheter cet utile décryptage de la manipulation par les chiffres : les deux pages incriminées peuvent être arrachées et renvoyées à l'éditeur dans une enveloppe non timbrée.

Document : La bourgeoisie écrit l'histoire


Adler

La chaîne « éducative » *La Cinquième* vient de confier une série documentaire de vingt-six épisodes de treize minutes à deux jeunes réalisateurs talentueux : les très nécessiteux Alexandre Adler, directeur éditorial de *Courrier international*, et Jean-Marie Colombani, directeur du *Monde* (alias Raminagrobis, directeur du quotidien vespéral des marchés, le *QVM*). Depuis vingt ans, la bourgeoisie réserve le domaine de l'histoire à ses féaux les plus zélés. Ceux qui ne cessent de psalmodier que les grèves mènent au goulag et que seul le capitalisme permet d'engraisser dans la joie.

Le narrateur de ces récits télévisés entrecoupés d'entretiens est Alexandre Adler, dont l'histoire retiendra peut-être le sobriquet ciselé par certains correspondants étrangers de *Courrier international*, « Triple-Crème », moins à cause de son caractère – réputé acariâtre – que de son goût immodéré pour les plats en sauce.

Si les lecteurs de *PLPL* connaissent bien les frasques de « Ramina », certains ignorent encore le vrai talent d'Alexandre Triple-Crème : impressionner les gogos en racontant des histoires abracadabrantes, mais avec un sérieux d'évêque.

Triple-Crème adore les puissants : il s'est proclamé « *clintonien fanatique* » pendant la présidence Clinton – « *sa politique a laissé s'accomplir la marche à l'euro. Il mérite qu'on le défende : il en va de l'avenir de la démocratie en Occident* [1] ». Puis il a mendié Matignon pour être, en compagnie de la Laisse d'Or de ce numéro de *PLPL* (lire p. 1), l'« *invité personnel* » de Lionel Jospin au séminaire des sociaux-renégats de Florence en novembre 1999 [2] ; un an plus tôt, il avait parrainé, avec Isabelle Juppé et Alain Minc, un « Observatoire de l'extrémisme ». Adler sera bushiste, bayroutien ou sarkozyste si ses repas d'affaires l'exigent.

D'ailleurs, impatient de se faire inviter à la Maison Blanche, il fait déjà la retape de l'assassin niais du Texas : « *Bush n'est pas celui qu'on croit.* [3] » En attendant d'aller dévorer des hamburgers-frites à Washington, Triple-Crème est un médiavore parisien plein de surface : le samedi, il jacasse sur France Culture avec Raminagrobis-Colombani ; le mardi, il se dandine sur Arte ; la chaîne Histoire lui aurait réservé un lit de camp à double ressort près des studios ; il fait également office de conseiller à *Historia* ; enfin, c'est l'un des « *éditorialistes associés* » du *Monde*.

Dernièrement, Triple-Crème n'était pas dans son assiette : sans doute un peu barbouillé, il s'étranglait contre « *les violences agitatoires des illuminés communautaristes de Seattle et de Prague,* [...] *le cartel populiste Vénézuela-Cuba-Haïti,* [...] *les joséphovistes et autres adeptes du Falunqong...* » (*Le Monde*, 23.11.00)

C'est donc à ce grand dissident des ondes que La Cinquième a décidé de confier une série d'émissions consacrée à l'histoire de la Cinquième République [4]. Avec son ami Ramina, Alexandre ne pouvait pas décevoir. Il n'a pas déçu.

Chacun des vingt-six épisodes repose sur l'interview d'« *un grand témoin* ». Vingt-six témoins et combien d'ouvriers, de syndicalistes ou de communistes ? Très précisément zéro ! Peu importe, plusieurs des convives de Raminagrobis et de Triple-Crème connaissent de très près le monde du travail : Raymond Barre, Jean-Claude Trichet, Jack Lang, Édouard Balladur, Daniel Cohn-Bendit. Sans oublier Alain Juppé, BHL et son attaché de presse moustachu, Edwy Plenel, Roi du téléachat sur LCI.

Pour présenter sa série, La Cinquième précise : « *L'entretien est conduit par Jean-Marie Colombani, dans un lieu propice à créer une ambiance chaleureuse* [sic], *voire de confidence : domicile, salon personnel...* [5] » En réalité, l'histoire des quarante dernières années recoupe comme par miracle le carnet d'adresses de Ramina et de Triple-Crème. Le 11 janvier dernier, la série a commencé par le plan Barre. Colombani raffole de Raymond : « *L'homme pour qui j'ai eu beaucoup de sympathie, c'est incontestablement Raymond Barre qui à mes yeux alliait beaucoup de la rigueur d'analyse et du courage politique.* [6] » Quant à Adler, il délire : « *Raymond Barre va inaugurer la politique financière moderne de la France. Il combat en quelques mois, pour la première fois depuis 1945, la dépréciation du franc et le déficit budgétaire, il stimule fortement le commerce extérieur et il ose même bloquer les salaires pour casser les anticipations inflationnistes.* » Éberlué par tant de complaisance et de connivence, Barre soupire qu'en matière d'emploi « *les résultats ont été favorables* », et qu'il aurait conduit « *une politique dans laquelle, au fond, les gens avaient confiance* ».

colombani buvant les paroles de BHL

À l'heure où la dénonciation de la pédophilie est à la mode, PLPL frissonne en pensant aux écoles bourrées d'enfants confiants que de telles émissions malfaisantes tripotent dans la tête.

À l'heure où la dénonciation de la pédophilie est à la mode, *PLPL* frissonne en pensant aux écoles bourrées d'enfants confiants que de telles émissions malfaisantes tripotent dans la tête. Car Triple-Crème et son invité mentent. « *Casser les anticipations inflationnistes* » ? Lors de la dernière année de Raymond à Matignon (1980), les prix avaient augmenté de 12,7 %, (dont 16,4 % pour EDF, 18,3 % pour les transports urbains, 24,8 % pour GDF). Résultats « *favorables* » en matière d'emploi ? En quatre ans, le barrisme fait passer le chômage de 929 000 à 1 831 000 victimes. Quant au commerce extérieur « *stimulé fortement* », son déficit a bondi de 23 milliards à 62 milliards de francs sous l'impulsion pachydermique du Premier ministre. D'ailleurs, « les gens » eurent tellement « confiance » en Barre qu'ils l'expulsèrent de Matignon en 1981...

Le 18 janvier, pour évoquer « l'époque gauchiste », Colombani a eu une idée de génie : interroger un « *étudiant de vingt ans en Mai 1968* ». Il s'agit donc de... BHL, Laisse d'Or de *PLPL*, éditorialiste associé au *Monde* (comme Adler) et critique agenouillé des livres les plus ratés de Raminagrobis [ndlr : Jean-Marie Colombani] et du Roi du téléachat [ndlr : Edwy Plenel]. Assis sur un coin de divan encombré de coussins, chemise en soie et poil gominé, c'est avec une voix pénétrée que BHL raconte la révolution. Colombani boit ses paroles. Pour lui, « *BHL, il a raison tout le temps. Si on le prend comme la figure de l'intellectuel en France, lui il ne s'est jamais trompé. Il a toujours épousé des justes causes alors que d'autres avaient dérivé vers le maoïsme, vers des causes qui tendaient à faire l'apologie de la violence* [7] ». Pendant que Ramina dodeline de bonheur, BHL, grand ami de Pinault, de Lagardère et de Dominique Strauss-Kahn, résume ainsi l'« *apport du gauchisme* » : « *Consensus sur les droits de l'homme, idéal démocratique.* » Une fois que ses dirigeants avaient compris que « *quand on va au bout d'une révolution on débouche sur l'horreur et la barbarie extrême, le gauchisme a été à l'origine d'un formidable courant réformiste* ». Bref, le mérite du gauchisme, ce serait, selon BHL, conseiller intellectuel de Robert Hue [lire p. 2], d'avoir assuré la victoire de la sauvagerie capitaliste.

Edwy Plenel sur l'affaire Greenpeace : « Je fais un article bourré d'erreurs, bourré de bêtises, qui vaudra des droits de réponse, qui évoque des pistes qui étaient fausses... »

Mais le clou du spectacle – et de l'histoire de la Cinquième République – c'est le Roi du téléachat. En effet, pour évoquer « l'affaire Greenpeace », Edwy Plenel a consenti, le 15 février, à répondre aux questions de Raminagrobis. La première : « *Edwy Plenel, vous étiez journaliste au* Monde *à l'époque. Comment en venez-vous à traiter de ce sujet ?* » On imagine l'impatience presque frénétique avec laquelle le directeur du *Monde* guette la réponse du directeur de la rédaction du *Monde*... Sans doute encouragé par l'éclat de sa belle cravate rouge à papillons jaunes, Edwy, digne fils spirituel de Pierre Bellemarre, démarre au quart de tour : « *C'est comme un jeu. On me demande en catastrophe de me mettre sur cette affaire. Je fais un article bourré d'erreurs, bourré de bêtises, qui vaudra des droits de réponse, qui évoque des pistes qui étaient fausses.* » « Informé » par une source « *qui buvait beaucoup de whisky* » et fier de son scoop « *bourré d'erreurs, bourré de bêtises* » (qui lui vaudra, outre « des droits de réponse », une réputation de journaliste d'« investigation »...), Edwy gesticule devant les caméras de la Cinquième. Car il doit maintenir éveillé un Colombani qui, sans doute parce qu'il connaît son Plenel par cœur, se laisse aller à l'assoupissement barriste. Mais le RTA (Roi du téléachat) a du métier, surtout quand il démarche son produit préféré, lui-même. Raminagrobis ne s'endort pas. Et la Cinquième (République) fut sauvée.

Bientôt, des professeurs d'histoire, sensibles à l'estampille d'une chaîne éducative, utiliseront la série de Ramina et Triple-Crème pour enseigner à leurs élèves le plan Barre, Mai 1968 ou l'affaire Greenpeace... Puis ils leur recommanderont les émissions d'Arte ou de La Cinquième dénonçant la propagande totalitaire et le bourrage de crâne des enfants.

1. *Le Monde*, 25.08.1998.
2. *Le Monde*, 21-22.11.99. Les autres invités « personnels » sont Pierre Nora, censeur chez Gallimard, Laure Adler, ancienne groupie de Mitterrand à l'Élysée et Laisse d'Or de *PLPL*, Jacques Julliard, Serge July et Christine Ocktrent.
3. *Courrier international*, 08.03.01.
4. « Vive la République », « *sur une idée de Jean-Marie Colombani et Alexandre Adler* », est diffusé tous les jeudis à 16 heures 30 depuis le 11 janvier 2001.
5. Dossier de presse de l'émission.
6. *Commentaire*, n°92, hiver 2000.
7. « Bouillon de culture », France 2, 03.05.96.

Document : Un laquais du *Monde* raconte l'indépendance du *Monde*

Un livre titré *Le Journal* Le Monde, *une histoire d'indépendance* vient de paraître chez Odile Jacob. Odile est l'éditrice préférée du *QVM*. C'est aussi celle de Charles Millon.

En insistant sur l'« indépendance » d'un journal devenu à la fois le quotidien vespéral des marchés, le bulletin de propagande de Jean-Marie Messier, Jean-Luc Lagardère et François Pinault, Patrick Eveno dévoilait sa stupéfiante souplesse d'échine. Résumant le contenu de l'ouvrage à la description d'un « *cercle vertueux* », *La Correspondance de la presse* (19.02.01) choisissait d'ailleurs cette phrase emblématique d'Eveno : « *L'indépendance et la qualité de l'information au service des lecteurs engendrent la rentabilité de l'entreprise qui, à son tour, garantit l'indépendance de la rédaction.* » Et ils se marièrent, eurent beaucoup d'enfants lecteurs du *Monde*, moustachus à souhait et férus de téléachat...

Sitôt publiée, la plaquette publicitaire d'Eveno a droit à une longue « critique » dans les colonnes du *Monde des Livres*. L'auteur de l'article, Laurent Greilsamer, y rappelle qu'Eveno a déjà écrit une « *brillante thèse de doctorat sur* Le Monde *de 1944 à 1995* [laquelle fut] *publiée et saluée* ». Puis il précise que « *les archives internes de la rédaction et de l'administration* » ont été ouvertes à Eveno.

Comment expliquer que ce « chercheur » ait eu autant de chance alors qu'Edwy Plenel veille sur ses archives avec une susceptibilité de nonne et les protège tel un planton d'ambassade ? On le comprend mieux en poursuivant, dans le quotidien de Raminagrobis, la « critique » du livre d'Eveno : « *Lorsqu'il arrive à la tête du journal, Jean-Marie Colombani* [Raminagrobis] *constate les dégâts.* Le Monde *est tout simplement à refonder. Documents et statistiques à l'appui, Patrick Eveno raconte comment le nouveau directeur parvient à restaurer l'indépendance et la rentabilité du journal.* [...] *De 1994 à 1996, c'est le "réarmement". Jean-Marie Colombani impose une nouvelle formule du quotidien dont le succès est immédiat.* [...] *en respectant un "modèle social" unique. De 1996 à 1998,* Le Monde *retrouve son "unité"* ». [...] *De 1998 à 2000, le mot d'ordre est au "développement".* [...] *Jean-Marie Colombani a donc remporté son pari.* [...] *L'essentiel, l'indépendance du quotidien, a été sauvegardé.* [...] *Cette "liberté retrouvée", selon Patrick Eveno, provient aussi de l'obstination d'Edwy Plenel, directeur de la rédaction* [et Roi du téléachat (ndlr)] *à réinventer une culture professionnelle.* »

Selon nos informations, avec un article aussi servile, Laurent Greilsamer escomptait décrocher la Laisse d'or de *PLPL*. Perdu.

Au fait, qui donc a publié la « *brillante thèse de doctorat* » d'Eveno ? Le Monde Édition. Et qui a publié sept des douze publications d'Eveno annoncées dans sa bibliographie ? Le Monde Édition. Et qui est le co-auteur d'une des sept publications d'Eveno publiée par Le Monde Édition ? Le lombric Laurent Greilsamer. Et où se trouvait Eveno, le 18 mars dernier, lors du Salon du livre, pour y dédicacer son ouvrage ? Au stand du *Monde*, et non pas à celui de son éditrice, Odile Jacob, qui a sans doute déjà honte de son auteur.

Selon l'informatrice habituelle de *PLPL*, on rirait encore de cette histoire dans les couloirs du *Monde des Livres*. De cette « histoire d'une indépendance ».

PLPL vous offre Les grandes mutations de la presse

1 De l'irrévérence libertaire au mauvais gout bourgeois

2 De la fausse critique à la fausse interview

Les Sardons parlent aux Sardons

Alors qu'il enquêtait dans les locaux du *QVM*, un membre de la CRE a été victime d'une odieuse tentative d'empoisonnement. Dépêché sur les lieux de l'attentat, un second agent de la CRE a récupéré une pièce à conviction dont l'analyse a aussitôt révélé la présence d'un poil de moustache. *PLPL* informera ses lecteurs des suites de l'investigation. Ce geste criminel, qui ne restera pas impuni, explique le léger retard de notre parution. Pour le reste, *PLPL* triomphe. La Sardonie accueille des colonnes entières de réfugiés pourchassés par la mitraille éditoriale du triumvirat d'usurpateurs Ramina-Crassus-Mouchard, et de leur bouffon, le Roi du téléachat. À ces nouveaux et fiers Sardons poussant des cris séditieux, *PLPL* offre son glossaire. Il les aidera à apprécier l'étendue de nos conquêtes et à lutter contre le capital, les médias qui mentent et la gauche qui capitule.

Vive PLPL ! Vive la Sardonie libre !

Glossaire sardonique

Sardonie : territoire intellectuel libéré par *PLPL*.
Sardon : militant de l'Internationale sardonique (IS), abonné à *PLPL* et qui s'emploie à le diffuser.
Tanières ennemies et leurs malfaiteurs :
qvm [*Quotidien vespéral des marchés*] : *Le Monde*.
Le Koursk : *Le Monde des débats*, mensuel des abysses intellectuelles.
L'Écho des start-up : *Libération*.
nem [*Non-Evénement du mercredi*] : *Charlie Hebdo*
Le Roi du téléachat [RTA] : Edwy Plenel, animateur moustachu d'une émission publicitaire sur LCI, directeur de la rédaction du QVM.
Raminagrobis [Ramina pour les intimes] : Jean-Marie Colombani, petit échotier poltron et sans envergure, directeur du QVM.
Laurent Mouchard : Laurent Joffrin, directeur de la rédaction du *Nouvel Observateur*.
Crassus : Serge July, PDG de *L'Écho des start-up*.
Triple-Crème : Alexandre Adler, directeur éditorial de *Courrier international* et (mauvais) historien omniprésent sur les ondes.
Le larbin chauve du patronat : Karl Zéro.
Le Kim-Il-Sung de la rue de Turbigo : Philippe Val, cheffaillon du NEM.
Le Nabot malfaisant [expression de Karl Marx pour décrire Louis-Adolphe Thiers, fusilleur de la Commune de Paris] : Alain Minc, président du conseil de surveillance du *QVM* et essayiste balladurien raté.
Demi-cervelet [de Cohn-Bendit] : Zaki Laïdi, inventeur de la « troisième gauche verte ».
Le Crétin bronzé : le publicitaire Jacques Séguéla, financier d'un mensuel dirigé par le Larbin chauve du patronat.